

Prince, Rod. *Haïti : Family Business*. London (Engl.), Latin America Bureau, 1985, 91 p.

P. Rigoulot

Volume 18, numéro 2, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702192ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702192ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rigoulot, P. (1987). Compte rendu de [Prince, Rod. *Haïti : Family Business*. London (Engl.), Latin America Bureau, 1985, 91 p.] *Études internationales*, 18(2), 466–468. <https://doi.org/10.7202/702192ar>

L'auteur nous montre ensuite comment, sous la direction du Maurice Bishop, un jeune avocat de bonne famille radicalisé pendant son cours de droit en Angleterre, on mit en place au cours des années suivantes un régime corporatiste autoritaire dont les velléités anti-démocratiques – censure, absence d'élections – n'allèrent cependant jamais jusqu'à la répression sévère. Le *New Jewel Movement* définissait explicitement son entreprise socio-politique dans les termes de la théorie soviétique de l'« orientation socialiste », théorie qui avait remplacé dans les manuels soviétiques de la fin des années 1970's celle de l'« orientation non-capitaliste vers le développement ». Une politique étrangère ouvertement sympathique à Cuba et à l'Union soviétique généra cependant des tensions avec Washington, qui tournèrent à la confrontation lorsque Ronald Reagan accéda au pouvoir en 1980. La présence de Cubains sur l'île fut largement publicisée, de même que la construction d'une piste susceptible de recevoir des chasseurs, et de grandes manoeuvres navales américaines se déroulèrent dans le voisinage de l'île.

Comme on le note dans l'introduction du livre, l'intervention militaire fut largement facilitée par le conflit ouvert qui déchira la direction du NJM en 1983. Des dissensions se firent jour qui concernaient certes des éléments programmatiques, mais qui doivent aussi être reliées à une lutte plus strictement politique. La crise s'aggrava en septembre et dégénéra au début d'octobre. Des éléments dissidents, s'appuyant essentiellement sur l'armée, entreprirent de déplacer Bishop. Le fort appui populaire dont celui-ci aurait disposé fut de peu d'utilité et le 19 octobre, après un bref affrontement qui fit vingt victimes – essentiellement des civils –, Bishop rendit les armes. Il aurait été exécuté sur le champ.

Ce chapitre est certes le meilleur du livre. Il décrit de façon alerte et précise l'évolution des relations entre les groupes et les acteurs impliqués.

Le régime militaire qui fut mis en place dura peu. Le 25 octobre, prétextant un appel du gouverneur général de l'île, Paul Scoon, des marines américains débarquaient sur l'île.

On souligne l'inefficacité dont ils firent preuve, ainsi que la manipulation de l'information dont l'invasion fit l'objet de la part des États-Unis, essentiellement au service d'une réaffirmation de la détermination américaine d'user de la force pour défendre ses intérêts et « idéaux ». Les réactions internationales, essentiellement défavorables, sont aussi mises en évidence. Enfin, quelques paragraphes sont consacrés aux efforts américains pour mettre en place un gouvernement qui ne représenterait pas de menaces pour eux, ainsi que pour relancer l'économie par un afflux d'aide relativement significatif.

L'ouvrage est intéressant, assez nettement teinté idéologiquement, mais pas au point d'en entamer la valeur indéniable en tant que bref compte-rendu des événements de la période 1979-1983. Les cartes, données statistiques et nombreuses annexes y sont pour beaucoup. Comme pour l'ouvrage sur Guyana, il me semble cependant que la clientèle visée par le LAB avec ce « *Special Brief* » est moins constituée d'étudiants ou d'« honnêtes hommes » que de militants tiers-mondistes cherchant une documentation succincte mais assez sérieuse et fouillée pour leur permettre d'engager et de soutenir le débat avec quiconque sauf un spécialiste de la question.

Jean DAUDELIN

Département de science politique
Université Laval, Québec

PRINCE, Rod. *Haïti: Family Business*. London (Engl.), Latin America Bureau, 1985, 91 p.

Ce n'est pas, à vrai dire, un livre qu'a écrit Rod Prince, mais une brochure, un aide-mémoire, contenant les principales données géographiques, historiques, économiques et politiques de Haïti. L'intérêt de l'ouvrage n'en est pas diminué, au contraire, car il va ainsi bien au delà du propos sous-entendu par son titre.

De même, on aurait tort de considérer *Haïti Family Business* comme obsolète du fait du départ de Jean-Claude Duvalier: non seulement la chute de l'ex-dictateur s'éclaire aux données de cette étude, mais les difficultés mêmes du nouveau régime sont, grâce à elle, mieux comprises. Qui a noté par exemple l'absence chronique de véritable système politique et l'hyperpersonnalisation du pouvoir, comprendra une des difficultés majeures actuelles à mettre en place de véritables institutions. Paradoxalement, *Haïti Family Business*, n'est pas tant un livre sur le passé de Haïti que sur les conditions objectives de son développement futur. Seules, les limites imparties à un ouvrage d'à peine 60 pages (84 au total, mais il faut soustraire photographies et documents) et les *a priori* idéologiques de ses auteurs, parce que générateurs, parfois de quelques simplifications), peuvent gêner. On lira par exemple non sans sourire, que le modèle colonial commercial du 18^{ème} siècle s'est perpétué inchangé de nos jours dans les territoires français d'Outre-Mer comme la Guadeloupe, la Martinique ou la Guyane (p. 12). On notera aussi le sophisme qui consiste à baptiser « peur du changement » la crainte américaine de voir s'installer des régimes communistes (p. 82).

Tout au long des chapitres sur l'histoire, le système duvaliériste, l'économie, les conditions sociales, les relations internationales, le lecteur, même un peu averti de choses caribéennes, découvrira bien des faits méconnus et importants: l'origine indienne du nom de Haïti, donné par Jacques Dessalines en 1804, au moment de la déclaration d'indépendance, les terrifiantes conditions de vie actuelles de la population: espérance de vie de 48 ans (1982), mortalité infantile de 12,4 % (1982), 127^{ème} rang (sur 129 États, en 1975) pour le nombre de calories disponibles par tête d'habitant et par jour soit 1 700 alors que le chiffre considéré comme normal est de 2 200, l'extrême disparité des richesses puisqu'à la même époque, 24 000 personnes sur 6 000 000 possédaient 40 % de la richesse.

La présentation que fait *Haïti Family Business* de l'ex-dictateur « Papa Doc », le père de Jean-Claude, est aussi fort intéressante: l'ouvrage rappelle qu'il a été élu le plus démo-

cratiquement du monde en septembre 1957, au cours des premières véritables élections haïtiennes au suffrage universel. Soutenu par l'armée, la classe moyenne noire et les pauvres des campagnes, il emporta les 2/3 des voix!. Il fut aussi en un sens – au moins pendant un temps – un véritable nationaliste, soucieux des racines africaines de son pays en valorisant créole et vaudou malgré les réticences des milieux mulâtres.

L'auteur complète le tableau de cette dictature finalement plus complexe qu'il pouvait paraître au premier abord, en soulignant les contradictions dans lesquelles s'est longtemps débattu le gouvernement américain, soucieux de voir évoluer Haïti vers un régime de droite, mais aussi de ne pas la voir déstabilisée et moins encore entraînée vers le communisme. « Papa Doc » joua d'ailleurs de cette contradiction et fit un moment, dans les années 60, les yeux doux du côté de l'Est. En fait, du communisme – du moins de certains États communistes – Duvalier père pouvait seulement être rapproché par les formes délirantes du culte de sa personnalité. Ni Kim Il Sung, ni Ceausescu ne rejetteraient les titres dont il s'était affublé: « Sublime maquillard », « Leader incontestable de la Révolution », « Apôtre de l'Unité Nationale », « Rénovateur de la Patrie », etc...

Le lecteur apprendra enfin que la chute de Duvalier fils, il y a quelques mois, est moins liée à l'immobilisme qu'à quelques velléités de changement de sa part – voire à de réelles améliorations, évidemment toutes relatives. C'est ainsi que la croissance économique par tête d'habitant fut de moins en moins négative de 1981 à 1983 avant de devenir enfin positive en 1984. Comme le souligne R. Prince, c'est la modernisation économique de Haïti, ses liens plus étroits avec le système financier international qui ont conduit de plus en plus de Haïtiens à chercher une ouverture politique et à demander le respect des droits constitutionnels et politiques. Le mariage de « Baby Doc » avec Michèle Benett, issue des milieux d'affaires mulâtres, laissait prévoir cette évolution. Pourtant, la libéralisation réelle de 1977 – notamment de la presse – fut brutalement interrompue en 1980, comme les

efforts d'assainissement du ministre des Finances Marc Bazin en février 1982.

C'est que le régime Duvalier était doté d'une base sociale bien fragile: s'appuyer sur les mulâtres signifiait perdre le soutien des « noiristes » africanophiles et des « Tontons Macoutes ». Développer l'industrie et le commerce, c'était accepter que parlent plus fort ceux qui voulaient d'un vrai gouvernement et non d'une mafia familiale. Dans ces conditions, le respect relatif des droits de l'homme était plus un signe de faiblesse et la reconnaissance de la légitimité de nouvelles revendications qu'un facteur de stabilisation du régime. (Relatif au régime de « Papa Doc » pour lequel Prince reprend le chiffre d'environ 50 000 victimes de 1957 à 1971. Sous Duvalier fils, les arrestations continuèrent, comme les exils forcés; mais il n'y eut – officiellement – plus d'exécutions depuis 1977).

On comprend ainsi mieux, grâce à ce petit volume, l'effondrement de la dynastie Duvalier à la fin de 1985, d'autant que jouaient d'autres facteurs d'instabilité, comme le rôle des États-Unis et les profondes modifications démographiques du pays. Si ces dernières sont incontestables – nous apprenons par exemple que Port-au-Prince a vu sa population tripler en 15 ans de régime de J.C. Duvalier – le premier facteur est l'objet d'appréciations différentes. Prince insiste sur les relations amicales des États-Unis avec ce régime anticommuniste mais minimise à tort à notre sens, et comme la crise récente l'a confirmé, leurs pressions en faveur d'une évolution démocratique. C'est très au sérieux qu'ils avaient pris les nouvelles promesses de réformes faites par Duvalier en avril 1985: C'est en ne les tenant pas que le même Duvalier perdit toute chance d'être soutenu face à une opposition démocratique.

Une des faiblesses du régime – la confusion entre propriété personnelle et propriété d'État – peut paradoxalement jouer en faveur du régime actuel.

Le régime Duvalier avait été baptisé, Prince le rappelle, « Kleptocratie » par une commission parlementaire canadienne. Avec le départ du Grand Kleptomane », on peut

légitimement caresser l'espoir que les élites au pouvoir auront les moyens de s'attaquer aux maux les plus criants de cette malheureuse république.

P. RIGOULOT

*Institut d'histoire sociale,
Paris*

MOYEN ORIENT

COBBAN, Helena. *The Making of Modern Lebanon*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « The Making of the Middle East », 1985, 248 p.

L'ouvrage de Helena Cobban s'inscrit dans la foulée de livres qui depuis une dizaine d'années examinent, analysent et tentent de retracer les raisons et les issues du drame que vit le Liban depuis 1975.

La particularité de l'étude de Cobban est qu'elle cherche à transposer les événements historiques inhérents aux conflits inter-religieux et inter-sectaires dans la période de 1516 à 1920 aux conflits du Liban d'aujourd'hui.

La question fondamentale posée est la suivante: « Quel est le facteur commun qui unit les cinq groupes (Maronites, Chi-ites, Druzes, Sunnites et autres sectes) et qui a permis leur survie commune depuis presque un millénaire »? Est-ce cette persistance à la fois homogène et hétérogène qui a permis la formation d'une seule nation libanaise? Cobban essaye de répondre à cette double question en analysant les phénomènes historiques, politiques, sociaux et religieux à travers sept séquences: l'émergence du système inter-sectaire (1516-1920); la fondation de l'État moderne (1920-1943); l'expérience de l'indépendance (1943-1967); le début de l'effondrement (1967-1975); la guerre civile (1975-1976); la période de 1977 à 1982 et les batailles de Beyrouth (1982-1984).